

Le Moyen-Orient et le monde

SOUS LA DIRECTION DE

**Bertrand Badie
et Dominique Vidal**

Le Moyen-Orient et le monde

— L'état du monde 2021



La Découverte

Composé par Facompo à Lisieux
Conception graphique de la couverture : Ferdinand Cazalis
Dépôt légal : août 2020

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner à notre lettre d'information sur notre site

www.editionsladecouverte.fr

ISBN 978-2-348-06402-9

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégrale ou partielle, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

© Éditions La Découverte, Paris, 2020.
9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris

Table

- ▶ **Introduction. Une analyse internationale du Moyen-Orient** 9
Bertrand Badie

I. Genèse

- ▶ **Les usages de l'histoire dans le Moyen-Orient contemporain** 23
Henry Laurens
- ▶ **De la Nahda à aujourd'hui. Le nationalisme, la gauche et l'islamisme arabes face à l'Occident** 31
Hamit Bozarslan
- ▶ **Le Moyen-Orient dans la Guerre froide** 39
Alain Gresh
- ▶ **Arabie saoudite, Iran, Turquie à la poursuite d'un leadership régional** 47
Denis Bauchard
- ▶ **La révolution iranienne de 1979 et l'émergence de nouveaux États** 55
Bernard Hourcade
- ▶ **Le rôle du pétrole du Golfe dans le système international depuis les années 1950** 63
Matthieu Auzanneau
- ▶ **Les puissances au Moyen-Orient : dangereux nouveau « grand jeu » ?** 72
Frédéric Charillon
- ▶ **Le néoconservatisme américain : la déconfiture d'une idéologie** 80
Sylvain Cypel

II. Jeux d'acteurs et enjeux

- ▶ **Du décrochage de l'économie moyen-orientale par rapport à l'économie-monde** 91
Karim Émile Bitar
- ▶ **Le réveil des sociétés** 98
Jean-Paul Chagnollaud
- ▶ **La situation sanitaire au Moyen-Orient à la lumière de la pandémie de Covid-19** 105
Agnès Levallois
- ▶ **Coopération militaire, grandes puissances et ventes d'armes** 111
Philippe Droz-Vincent
- ▶ **Les chrétiens et leurs connexions, des miroirs à multiples facettes d'une région en mutation** 118
Rayan Haddad
- ▶ **Les castes militaires et les services secrets au cœur de l'État et face au système international** 124
Agnès Levallois
- ▶ **Israël redéploie ses alliances internationales** 130
Dominique Vidal
- ▶ **Le pari chinois** 138
Dominique Bari
- ▶ **Retour au Moyen-Orient, ou le succès du « pivot oriental » de la Russie** 145
Igor Delanoë
- ▶ **De nouvelles interactions avec l'Afrique** 152
Alhadji Bouba Nouhou
- ▶ **La Turquie d'Erdogan, ou le règne de l'arbitraire** 158
Ahmet Insel
- ▶ **L'Union européenne se donnera-t-elle les moyens de faire respecter le droit au Proche-Orient ?** 165
Isabelle Avran
- ▶ **Le désengagement américain** 172
Philip Golub

III. Études de cas

▶ La question palestinienne marginalisée	181
Sandrine Mansour	
▶ L’Afghanistan, au cœur des conflits	187
Karim Pakzad	
▶ Le jeu des puissances régionales et internationales dans le conflit syrien	193
Manon-Nour Tannous	
▶ Liban : l’impossible mouvement social	200
Aurélie Daher	
▶ Les Kurdes à l’épreuve	206
Sylvie Jan	
▶ L’Iran, entre jeu régional et jeu international	213
Thierry Coville	
▶ Irak, la fausse sortie d’un conflit	219
Myriam Benraad	
▶ L’intrication des acteurs locaux, régionaux et internationaux au Yémen	225
Laurent Bonnefoy	
▶ L’islam en France, au prisme des conflits du Proche-Orient	232
Franck Fregosi	
▶ Cybersécurité et contrôle de la région	239
Romain Aby	
▶ L’ONU à la merci des grandes puissances	246
Anne-Cécile Robert	
▶ Le sabotage de l’accord de Vienne et ses conséquences	253
François Nicoullaud	
Les auteurs	259

Les chrétiens et leurs connexions, des miroirs à multiples facettes d'une région en mutation

Rayan Haddad

Docteur en relations internationales de Sciences Po Paris
et membre du Cercle des chercheurs sur le Moyen-Orient (CCMO)

Les chrétiens ont historiquement été des vecteurs de modernité au Moyen-Orient et des dynamiques qui en découlent en termes de liens avec « l'Occident », d'apports culturels novateurs, de circulation des idées et de mobilité transnationale. Partant, on aurait pu s'attendre à ce que la mondialisation et ses corollaires leur soient favorables. C'est pourtant un sentiment de malaise, voire d'abandon, qui prévaut au sein de leurs communautés, lesquelles se réduisent comme peau de chagrin dans leurs terres ancestrales, de plus en plus de leurs membres se résolvant à l'exil pour fuir conflits, autoritarismes, montée des islamismes, occupations, persécutions ou marasme économique.

Il est vrai que la capacité des chrétiens du monde arabe à constituer un enjeu important pour les chancelleries du Vieux Continent sécularisé s'est réduite, sans pour autant disparaître (preuve en est le regain d'intérêt dont ils font l'objet en France et en Russie). De façon concomitante, la prégnance du revivalisme islamique (à la suite notamment de la débâcle du nationalisme arabe, lors de la guerre des Six-Jours en 1967 et lors de celle du Golfe en 1990-1991) amoindrit leur capacité à être en accord avec leur environnement immédiat, très sensible aux mobilisations religieuses. Quant à la vigueur de l'héritage culturel biblique aux États-Unis et à ses instrumentalisation politiques, elles ont rarement

joué en leur faveur depuis la création de l'État d'Israël, quand elles ne leur furent pas funestes.

Dès lors, il s'agira d'appréhender les incidences de certains liens affinitaires noués entre chrétiens orientaux, puissances étrangères et réseaux religieux transnationaux, mais aussi les implications des systèmes d'alliances qui se font à leur détriment dans l'espace mondial et de la déterritorialisation des idées et des sentiments¹, sur lesquels ils n'ont pas toujours de prise immédiate.

Difficile dans ces conditions de jouer les médiateurs entre islams et Occidents, d'autant que les stratégies déployées par les « chrétiens d'Orient » s'inscrivent dans des temporalités différentes (selon les contextes nationaux) et découlent de choix variés – ceux de leurs hérauts politiques, religieux ou ceux émanant de leurs corps sociaux acéphales –, qui vont de l'exigence d'assurer la survie communautaire à la décision de composer avec des régimes autoritaires ou d'autres « minorités », ou encore à la revendication d'un renouveau citoyen.

■ **L'effet dévastateur de la *Weltanschauung* des évangéliques sionistes américains en Palestine et en Irak**

Les missionnaires protestants américains, opposés au mouvement sioniste au début du xx^e siècle (dans une Palestine qui comptait de nombreux chrétiens avant que la Nakba de 1948, les vexations subies depuis l'occupation israélienne de 1967 et le blocage du « processus de paix » ne les incitent à l'exode massif), auraient certainement été déconcertés par le basculement progressif – au gré des guerres israélo-arabes – d'une frange des évangéliques conservateurs en faveur du sionisme chrétien, au point que ce courant, fort de 40 millions d'adeptes aux États-Unis, est désormais majoritaire au sein de la nébuleuse évangélique américaine².

Les attentats du 11 Septembre ont raffermi l'alliance israélo-évangélique (notamment à travers des réseaux comme l'International Fellowship of Christians and Jews et la Unity Coalition for Israel). Celle-ci est paradoxale, puisque les sionistes chrétiens ont pour but ultime de convertir les juifs rassemblés en Terre sainte, un préalable indispensable, selon eux, à la parousie, le second avènement du Christ. Le 11 Septembre a aussi renforcé l'influence des évangéliques conservateurs sur la diplomatie américaine, comme en atteste la décision de Donald Trump de transférer l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem. De leur côté, les chrétiens

1 Bertrand BADIE, *La Fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Fayard, Paris, 1995.

2 Sébastien FATH, « Les Églises évangéliques américaines et la guerre au Moyen-Orient », *Les Champs de Mars*, n° 26, 2015, p. 118.

palestiniens (1 % de la population palestinienne dans les Territoires occupés, soit environ 50 000 personnes) peuvent compter sur le soutien du Saint-Siège, préoccupé par les incidences des projets annexionnistes israéliens sur le dialogue interreligieux avec le monde musulman et conscient qu'un apaisement des relations avec cette aire ne pourra être sérieusement envisagé sans un juste règlement de la question palestinienne.

L'Irak a un lien avec la Palestine dans les représentations collectives des sociétés arabes, l'invasion anglo-américaine de 2003 renvoyant en partie à la perpétuation du fait colonial en Palestine. Rien d'étonnant dès lors à ce que l'ensemble du christianisme oriental ait condamné cette invasion au diapason de l'écrasante majorité du christianisme mondial. La seule note discordante venait des évangéliques conservateurs américains.

Si ceux-ci sont loin d'avoir joué un rôle aussi décisif que celui des néoconservateurs dans l'entrée en guerre des États-Unis contre le régime irakien, il semble clair, en revanche, que la rhétorique messianique de George W. Bush (destinée à s'attirer leurs faveurs électorales) et les discours bellicistes émanant de leurs rangs ont alimenté la logique d'affrontement d'Al-Qaida, contribuant à créer un climat propice au déferlement de violences jihadistes contre les chrétiens d'Irak, assimilés, contre toute évidence, aux occupants¹. C'est ainsi qu'à force d'exils l'Irak ne compte plus que 120 000 chrétiens (contre 1,5 million avant la guerre). Certains sont même devenus, par une étrange ironie du sort, perméables au prosélytisme des Églises évangéliques américaines actives au Kurdistan irakien, qui sert d'ultime refuge aux minorités désorientées face aux persécutions de Daech.

L'avenir de ces communautés éprouvées sera à l'évidence tributaire de leur capacité à instaurer avec leurs diasporas des mécanismes itératifs de solidarité et à gagner le soutien de l'opinion publique internationale.

■ **Jeux d'influence de la France et de la Russie : le grand retour des puissances « protectrices des chrétiens d'Orient » ?**

La Russie est sans doute l'unique puissance qui revendique sans fard la défense des valeurs chrétiennes, une ambition qui va souvent de pair avec l'accusation portée contre « l'Occident » de renier ses racines civilisationnelles et qui lui vaut des sympathies dans les milieux conservateurs européens. Elle avait relancé ses réseaux d'influence religieux et culturels au Proche-Orient bien avant son intervention militaire en Syrie

1 *A contrario*, les « relations islamo-chrétiennes » sont renforcées au Liban, à la faveur d'une union sacrée contre la logique de guerre. Voir Rayan HADDAD, *Regards libanais sur la turbulence du monde. Kosovo, 11-Septembre, Afghanistan, Irak*, L'Harmattan, Paris, 2018, p. 241-255.

en 2015 (notamment à travers la régénération, en 1992, de la Société impériale orthodoxe de Palestine et la création, en 2008, de l'Agence Rossotrudnichestvo chargée de promouvoir son *soft power* à l'étranger). C'est néanmoins son opération de sauvetage du régime syrien qui lui offrira, presque incidemment, l'opportunité de renouer avec sa vocation « protectrice des chrétiens d'Orient » (datant de l'époque tsariste) en se posant comme rempart face au danger jihadiste.

Optant pour une politique qu'elles jugent la moins préjudiciable à leurs communautés, les autorités cléricales syriennes apportent en effet leur caution au régime baasiste (dont les politiques oppressives sont pourtant en partie responsables de la montée des extrémismes). Elles ont été prises d'autant plus facilement sous « l'aile protectrice » (et rétributrice) de l'Église orthodoxe russe, proche du Kremlin, que la majorité des chrétiens syriens relèvent du patriarcat grec-orthodoxe d'Antioche et de tout l'Orient (dont le siège se situe à Damas). Le rôle de la Russie en Syrie semble bénéficier de l'assentiment tacite du Vatican, comme en témoignent les deux visites « pastorales » en Syrie du cardinal maronite Béchara Raï depuis le début du conflit.

La Russie a d'ailleurs indéniablement réussi à accroître son influence au Liban. Très révélateur est l'attrait qu'elle exerce sur le président Michel Aoun, soucieux de ne pas s'enfermer dans une alliance inextricable avec l'Iran islamique – sans pour autant la remettre en cause – et conscient du rôle incontournable du Kremlin dans la facilitation du retour des réfugiés syriens¹.

Alors que la Russie réalise une percée remarquable dans certains milieux politico-identitaires maronites (traditionnellement liés à la France) et au-delà, paradoxalement, elle peine à étendre son leadership à l'ensemble de la sphère orthodoxe libanaise (malgré un entrisme efficace en son sein, par le biais notamment du patriarche d'Antioche Jean X, dont la juridiction englobe le Liban). Soucieux de maintenir une bonne entente avec les milieux sunnites et libéré des contraintes auxquelles est soumise sa hiérarchie damascène, le métropolite de Beyrouth Élias Audi a en effet exprimé son opposition à la politique martiale russe en Syrie et désapprouvé les déclarations du patriarche Cyrille de Moscou et de toutes les Russies qualifiant la lutte contre le terrorisme de « guerre sainte ». Il aurait même signifié à l'ambassadeur russe au Liban que sa communauté n'avait « jamais demandé à être protégée »². Preuve s'il en faut de la nécessité de se départir d'une lecture essentialisante des trajectoires identitaires.

L'événement marquant qui a confirmé la recrudescence de l'intérêt de l'opinion publique française – et, partant, de ses représentants politiques

1 Hazem Saghieh, « "Hizb" Rusiyya al-lubnani », *Al-Hayat*, 25 août 2018.

2 Benas GERDZIUNAS, « The Kremlin's tie-up with Lebanon's Greek Orthodox Community », *Deutsche Welle*, 7 juillet 2018. Voir *Al-Arabiya* (en arabe), <bit.ly/3duqh4h>.

de toutes sensibilités – pour la question des « chrétiens d'Orient » n'est pas précisément lié à la Syrie, et encore moins au Liban, mais à l'Irak, puisqu'il s'agit de l'invasion de la plaine de Ninive par Daech en juin 2014. C'est à la suite de ce drame que la France a convoqué, en mars 2015, une réunion du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) consacrée aux victimes de violences ethniques ou religieuses au Moyen-Orient.

En septembre 2017, Emmanuel Macron a insisté, en présence de son homologue libanais, sur l'engagement séculaire de la France aux côtés des « chrétiens d'Orient » à l'occasion de l'inauguration de l'exposition – à succès – que leur dédiait l'Institut du monde arabe (IMA). Ce geste du président français en leur direction obéit sans doute à deux ressorts. Le premier dérive de son désir de rétablir une relation de proximité avec les milieux catholiques, sensibles à la « cause » des chrétiens orientaux, et de contrer les tentatives d'instrumentalisation dont celle-ci fait l'objet de la part de la droite dure en vue de capter les voix de l'électorat catholique et de propager une vision anxiogène de l'islam. Le second traduit la volonté de contenir le prestige de la Russie au Liban, à travers l'affermissement d'une politique d'influence, dont l'action culturelle – rayonnante depuis la fin du XIX^e siècle, grâce notamment aux ordres missionnaires catholiques – constitue un rouage essentiel.

Cette stratégie à double volet se retrouve en filigrane dans l'annonce d'Emmanuel Macron, lors de sa visite à Jérusalem en janvier 2020, de la création d'un fonds de soutien au réseau éducatif des communautés chrétiennes au Proche-Orient (dont le Liban est le point nodal). En souffrance financière, ces établissements – marqués par la mixité religieuse – constituent le principal vecteur de la francophonie dans la région. Le fait que le président français ait ainsi repris l'une des préconisations phares d'un rapport sur l'action de la France au Moyen-Orient, commandé à Charles Personnaz (haut fonctionnaire et chargé de mission bénévole à l'Œuvre d'Orient, organisation engagée auprès des chrétiens orientaux depuis 1856), peut être perçu comme un clin d'œil aux milieux catholiques hexagonaux sans pour autant dévier d'une approche profane des affaires levantines.

La seconde vague des révoltes arabes ou l'espoir d'une éclosion citoyenne

Dans ses « Réflexions sur les chrétiens d'Orient », le politologue Joseph Maïla considérait, en citant en 2008 « les exemples irakien ou libanais », que « les échecs de la citoyenneté sont toujours compensés par le durcissement des communautarismes »¹. Si cette assertion est évidemment

1 Joseph MAILA, « Réflexions sur les chrétiens d'Orient », *Confluences Méditerranée*, n° 66, 2008, p. 202.

pertinente en l'occurrence, force est de reconnaître que son opposé est également vrai à l'aune des mouvements de contestation en Irak et au Liban, sanctionnant la défaillance des gouvernances confessionnalistes et exprimant une profonde aspiration à l'avènement d'une ère citoyenne refondatrice.

À la faveur d'une formidable extraversion des consciences nationales (opérée à travers la captation de symboles politiques itinérants et puissamment évocateurs par une multitude d'individus aux stratégies convergentes), ces révoltes entrent en résonance immédiate avec les soulèvements populaires au Soudan et en Algérie, et s'inscrivent (avec des singularités propres à chaque pays) dans le prolongement du rejet des régimes autoritaires qui a émergé avec force en 2011. Si les orientations des dignitaires cléricaux coptes et syriens sont actuellement en porte-à-faux par rapport à ce mouvement, il ne faut pas oublier que beaucoup de leurs ouailles avaient activement participé à l'effervescence révolutionnaire avant d'être freinées dans leurs ardeurs par la dispersion des oppositions libérales.

Là où, en revanche, celles-ci ont le vent en poupe, comme au Liban et en Algérie, on retrouve de nombreux chrétiens – convertis compris – à la pointe de la *thawra* ou du *hirak*, quelles que soient les positions de leurs Églises sur la question (mettant en lumière les processus d'individuation à l'œuvre). Sans doute le Liban a-t-il valeur d'exemple dans cette quête d'une « nouvelle voie arabe vers la modernité, ayant pour fondement les idéaux de la Nahda¹ », intégrant en masse révoltés chrétiens et musulmans, unis pour sortir de l'ornière communautariste, dussent-ils tarder à récolter les fruits de leurs efforts.

Pour en savoir plus

Alexis ARTAUD DE LA FERRIÈRE, « Les Français et les "chrétiens d'Orient", 2014-2018 », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 32, 2020.

Fadi ASSAF, « La France face à l'offensive de charme de la Russie au Liban », *Lettre M*, n° 37, 19 novembre 2018.

Bernard EL GHOUL, « La Russie : nouvelle protectrice des chrétiens d'Orient ? », *Revue des deux mondes*, février 2015, p. 38-45.

Bernard HEYBERGER (dir.), *Chrétiens du monde arabe. Un archipel en terre d'Islam*, Autrement, Paris, 2003.

Henry LAURENS, *Orientales*, CNRS Éditions, Paris, 2019.

Tarek MITRI, *Au nom de la Bible, au nom de l'Amérique*, Labor et Fides, Genève 2004.

1 Propos tenus par l'intellectuel libanais Samir Frangié à l'université Saint-Joseph de Beyrouth. Voir *An-Nahar*, 26 mars 2003, p. 18.